



BRICS : entre avancées modestes et grands projets

Le sommet de New Delhi, les avancées limitées et les défis à venir

Marco Fernandes

mer. 23 sept. 2026 15 min de lecture

Dans son discours prononcé lors du 18^e sommet des BRICS à New Delhi, le président Xi Jinping a osé proposer le principe des « quatre pionniers » : selon lui, le groupe doit être un pionnier en matière d'innovation au service du développement, de défense de la paix et de la stabilité, de promotion de l'apprentissage mutuel entre les civilisations, ainsi que de réforme et d'amélioration de la gouvernance mondiale. Un défi de taille pour un groupe dont la seule initiative significative à ce jour a été la Banque de développement des pays du BRICS, fondée à Shanghai en 2015. C'était pourtant l'esprit qui prévalait parmi les chefs d'État. L'hôte, Narendra Modi, a ouvert le sommet en proposant de transformer « la pyramide des privilèges [de

l'ordre mondial actuel] en une plateforme de partenariat » et de faire passer le bloc du statut d'« *acteur soumis aux règles* » à celui d'« *acteur qui façonne les règles* ». Le président russe Vladimir Poutine, pour sa part, s'est montré plus catégorique : le système unipolaire « appartient au passé », et l'avantage décisif du groupe ne réside pas dans le fait qu'il occupe un tiers de la superficie terrestre ou qu'il produise 40 % du PIB mondial, mais dans « l'énorme et puissant potentiel intellectuel et technologique concentré dans nos pays ». Les discours étaient en harmonie, mais le groupe peine encore à fonctionner comme un orchestre bien rodé.

Les BRICS, un verre à moitié plein... ou à moitié vide ?

Les résultats de la présidence indienne de 2026 peuvent être interprétés sous deux angles : celui du « verre à moitié vide » ou celui du « verre à moitié plein ». D'un point de vue dialectique, les deux peuvent être corrects. Ceux qui le voient « à moitié vide » ont des arguments valables lorsqu'ils comparent la Déclaration de New Delhi à ce qui a été accompli à Kazan (2024) et à Rio de Janeiro (2025), en particulier sur ce qui a constitué le principal programme du bloc : créer des alternatives à l'architecture financière et monétaire contrôlée par l'Occident — et que celui-ci a transformée en arme.

Commençons par le système des paiements internationaux. La semaine précédant le sommet, il a été rapporté que la banque centrale indienne allait proposer l'interconnexion des monnaies numériques de banque centrale (CBDC), et la présidence semblait disposée à en faire la promotion. Une alternative consisterait à interconnecter les systèmes de paiement nationaux — UPI (Inde), Pix (Brésil), SBP (Russie), QRIS (Indonésie) et les systèmes chinois. Les attentes quant à des progrès concrets étaient grandes. Aucun consensus n'a été atteint, et la Déclaration ne mentionne même pas l'acronyme CBDC. Ce recul est patent dans la formulation des documents. À Kazan, les dirigeants chargeaient leurs ministres des Finances de se pencher sur la question et de faire rapport lors de la présidence suivante, en désignant l'institution à créer : BRICS Clear. À Rio, ils maintenaient cette instruction et s'accordaient sur un livrable, le Rapport technique sur les paiements. Désormais, le verbe, la date butoir, l'institution et le rapport ont tous disparu : il ne reste que la constatation que le groupe de travail a « étudié » et « discuté » la question, et la mise en garde selon laquelle « il n'existe pas d'approche unique ».

Quant à l'Accord de réserve contingente (CRA), la frustration est d'autant plus grande que de réels progrès avaient été accomplis. Créé lors du sommet de Fortaleza en 2014 sous la forme d'un fonds d'urgence de 100 milliards de dollars américains et présenté comme l'alternative des pays du Sud au FMI, cet accord n'a jamais été

utilisé, principalement parce que les cinq pays fondateurs disposent de réserves en dollars abondantes. Deux nouveaux membres, l'Éthiopie et l'Égypte, ont dû se tourner vers le FMI en 2024 et subir les conditions draconiennes qui caractérisent ce fonds basé à Washington.

Sous la présidence brésilienne en 2025, le traité révisé de la CRA a été soumis aux capitales – étape précédant la signature – avec l'engagement d'inclure des « devises éligibles au paiement », c'est-à-dire des devises autres que le dollar. L'accès de nouveaux membres a également été discuté, ce qui soulagerait l'Éthiopie et l'Égypte. Cependant, seuls 30 % de tout retrait peuvent être autorisés par les BRICS eux-mêmes ; les 70 % restants nécessitent un accord avec le FMI. Un fonds conçu comme une alternative au FMI nécessite toujours l'autorisation de ce dernier pour fonctionner. Quatorze mois plus tard, la Déclaration de New Delhi indique que les amendements « contribueront » à cet objectif, et la clause sur les devises a disparu. Le CRA est au point mort — et les BRICS laissent passer l'occasion de dépasser la critique consensuelle des « pièges de la dette » pour proposer une solution concrète à leurs propres membres.

Par ailleurs, la Bourse des céréales — une proposition russe visant à offrir une alternative aux bourses de Chicago et de Paris, étayée par le fait que les pays des BRICS produisent environ la moitié des principales céréales mondiales — donnerait au groupe un plus grand contrôle sur la fixation des prix, ce qui constituerait un pas en avant vers la souveraineté alimentaire et, à terme, la possibilité de négocier dans des devises autres que le dollar. Aujourd'hui, 80 % à 90 % des matières premières alimentaires et énergétiques de base sont négociées en dollars — un pilier majeur de l'hégémonie de la devise américaine.

Accueillie à Kazan comme une initiative russe et négociée en 2025, elle n'est passée que de « poursuivre son développement » à « discuter des modalités de son fonctionnement » : en deux ans, le seul changement a été de reconnaître que son mode de fonctionnement reste encore à définir. Poutine a diplomatiquement souligné l'absence de progrès : « Je voudrais également rappeler un certain nombre d'initiatives russes qui, il me semble, sont utiles : la construction, dans le cadre des BRICS, d'une infrastructure de paiement, de règlement et de conservation ; la création d'une nouvelle plateforme d'investissement, d'un mécanisme de réassurance et d'une bourse des céréales. » Cette plateforme, s'appuyant sur la Banque de développement des BRICS (NDB), faciliterait les investissements entre les pays du Sud sans passer par les institutions de New York ou de Londres. Le mécanisme de réassurance viendrait concurrencer les réassureurs européens, qui sont aujourd'hui les « gardiens » des sanctions occidentales : le prix de la couverture

d'un pétrolier indien transportant du pétrole russe, par exemple, est fixé selon des « plafonds » établis par Washington et Bruxelles. La plateforme a disparu de la déclaration, tandis que le mécanisme de réassurance a été revu à la baisse.

En marge, comment les BRICS progressent-ils

Mais les résultats du bloc peuvent également être interprétés comme un « verre à moitié plein ». Certaines propositions ont effectivement avancé cette année. Les garanties multilatérales des BRICS, absentes à Kazan et lancées seulement à Rio, sont arrivées à New Delhi avec des lignes directrices convenues, une phase d'incubation au sein de la Banque de développement des pays émergents sans apport de capital supplémentaire, et des transactions pilotes autorisées — un instrument qui mobilise des capitaux privés et réduit les coûts de financement des infrastructures. La deuxième avancée concerne l'espace : la constellation de satellites de télédétection, proposée par l'agence spatiale chinoise en 2015 et signée en 2021 selon le modèle « six satellites, cinq stations au sol », a vu l'amendement d'adhésion pour les nouveaux membres parvenir à la phase finale de rédaction, le mandat d'un Conseil spatial ayant déjà été défini.

Mais le principal argument en faveur du « verre à moitié plein » réside ailleurs : **les plus grandes avancées du bloc n'ont pas été des accords collectifs** — pratiquement inexistants — **mais l'approfondissement des liens bilatéraux et trilatéraux entre ses membres**. Les sommets commencent à servir de forum pour apaiser les tensions diplomatiques. En octobre 2024, à Kazan, Xi Jinping et Narendra Modi se sont entretenus pour la première fois depuis cinq ans, dont quatre avaient été assombris par l'affrontement militaire à la frontière, qui s'était soldé par la mort d'innombrables soldats des deux côtés. Cette rencontre a déclenché une série d'événements qui a fait étape à Tianjin, lors du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai de 2025, et a abouti à la visite de cette semaine — Xi ne s'était pas rendu en Inde depuis sept ans. Les résultats sont significatifs : les deux parties ont clôturé le 25^e cycle de négociations frontalières sur huit points de consensus, ont rétabli les vols directs et les anciennes routes commerciales ; la Chine a repris ses exportations de terres rares et de tunneliers vers l'Inde, qui a assoupli les règles relatives aux investissements chinois en vigueur depuis 2020, tandis que le commerce bilatéral a atteint 151,1 milliards de dollars américains, faisant de la Chine le premier partenaire commercial de l'Inde.

Le même mécanisme a été mis en œuvre lors de l'épisode le plus sensible du week-end : le président iranien Masoud Pezeshkian et le prince héritier d'Abou Dhabi, le cheikh Khaled bin Mohamed bin Zayed — qui se trouvent dans des camps opposés

d'une guerre depuis le 28 février — se sont assis ensemble pour la première fois depuis le début du conflit et ont souscrit au même appel à la plus grande retenue dans la déclaration. Ce conflit avait assombri la réunion des « sherpas » en avril, qui s'était terminée sans communiqué conjoint et avait fait craindre qu'une impasse ne bloque l'unanimité à New Delhi. La déclaration a été publiée, et un premier pas a peut-être été franchi vers l'apaisement du conflit le plus grave à ce jour entre deux membres des BRICS.

Quand les dirigeants se rencontrent, des montagnes bougent : commerce, monnaies locales et nouvelles routes commerciales

Dans les milieux diplomatiques, il est presque de notoriété publique que rien ne stimule autant les relations entre deux pays qu'une rencontre entre leurs dirigeants, ce qui fait bouger l'administration à une vitesse inégalée. Au-delà des tensions, d'autres dimensions stratégiques s'approfondissent également.

Les échanges commerciaux entre les cinq membres fondateurs — le Brésil, la Chine, l'Inde, la Russie et l'Afrique du Sud — ont doublé entre 2020 et 2025 (passant de 340 milliards de dollars à 678 milliards de dollars), selon les données de Comtrade (ONU) et du FMI. Le Brésil et la Chine ont établi un record en 2025 (171 milliards de dollars) ; la Russie et la Chine ont atteint 228 milliards de dollars, soit une hausse de 26 % au cours des sept premiers mois de 2026. Cette tendance ne se limite pas non plus à la Chine : les échanges entre le Brésil et l'Inde ont progressé de 25 % en 2025, pour atteindre 15,2 milliards de dollars, tandis que ceux entre l'Égypte et la Russie ont établi un record à 10,5 milliards de dollars. La progression la plus spectaculaire a toutefois été celle des échanges entre la Russie et l'Inde, dont le volume a été multiplié par près de huit depuis 2020 (passant de 8,4 milliards de dollars américains à 66 milliards de dollars américains), sous l'impulsion du pétrole.

Parallèlement, les échanges en monnaies locales ont gagné du terrain dans plusieurs cas, malgré l'absence d'accord collectif au sein du groupe : la Russie et la Chine règlent 99,1 % de leurs échanges en monnaies nationales, la Russie et l'Inde environ 96 %. La Chine a déjà conclu des accords de compensation (contournant le dollar) avec plus de 20 pays, dont six membres (Russie, Brésil, Indonésie, Émirats arabes unis, Afrique du Sud, Égypte) et quatre partenaires (Malaisie, Thaïlande, Kazakhstan, Biélorussie). Le modèle le plus susceptible de réussir — l'interconnexion des systèmes de paiement nationaux — est déjà promu par les membres et partenaires asiatiques : l'Indonésie, la Thaïlande, le Vietnam et la Chine forment un réseau entre leurs systèmes, tandis que l'Inde négocie avec certains

d'entre eux. Ces dernières semaines, le Brésil a connecté Pix aux systèmes russe et chinois, permettant, dans un premier temps, aux citoyens de ces pays d'utiliser leurs comptes sur le sol brésilien. Tout cela rend les transactions plus rapides et moins coûteuses, sans aucune banque de Wall Street entre les deux. Il ne manque plus qu'une décision politique pour que les systèmes des pays du BRICS s'interconnectent, créant ainsi une alternative à SWIFT — qui est aujourd'hui une arme politique de Washington et de Bruxelles, comme le savent bien la Russie, l'Iran et Cuba.

Tout comme il est nécessaire de créer des alternatives au système du dollar, les pays du BRICS ont noué des partenariats pour mettre en place des routes commerciales offrant une alternative à celles contrôlées par l'Occident — non seulement pour se prémunir contre une intervention militaire, dont les risques se sont accrus, mais aussi parce que ces nouvelles routes sont en moyenne 30 à 40 % plus courtes et moins coûteuses. Le Corridor international de transport Nord-Sud, qui relie la Russie, l'Iran et l'Inde en contournant le canal de Suez, a vu son trafic passer de 7 200 à 11 000 conteneurs en 2025. Le 7 septembre, un convoi de 55 conteneurs a quitté la gare de Chengxiang, à Chengdu, à bord du premier train dédié à la liaison Chine-Iran : plus de 6 000 kilomètres en quinze jours, via le Kazakhstan, l'Ouzbékistan (tous deux partenaires des BRICS) et le Turkménistan, jusqu'à Sarakhs, à la frontière iranienne, sans passer par Malacca. La route maritime du Nord (ou «Route de la soie polaire», comme l'appellent les Chinois), ouverte par des brise-glaces russes à propulsion nucléaire, a acheminé 37 millions de tonnes en 2025 et devrait dépasser les 40 millions cette année, réduisant la traversée Asie-Europe à 18-20 jours contre plus de 40 via Suez ; les ports russes et chinois représentent déjà 15 % du total. En juillet, Moscou a autorisé Rosatom à signer un protocole d'accord avec New Delhi concernant le transport de marchandises via le corridor arctique. Par ailleurs, le Brésil et la Chine négocient une liaison ferroviaire vers le port péruvien de Chancay, reliant ainsi ce pays à la Chine via le Pacifique. Alors que l'Occident mise sur la renaissance d'une de ses traditions historiques – la piraterie – en saisissant les navires soumis à ses sanctions illégales (comme ceux de la Russie, de l'Iran et du Venezuela), les pays du BRICS investissent dans des voies terrestres ou maritimes sous leur propre contrôle (à l'exception de la liaison Brésil-Pérou-Chine).

Est-il possible de doubler le nombre de membres sans modifier les règles du jeu ? Réexaminer la règle du consensus

Les preuves abondent pour montrer que les relations entre les membres du groupe progressent lentement, progressivement et régulièrement — et sans cet approfondissement, l'unité requise par les propositions audacieuses contenues dans leurs discours ne pourra être forgée. Mais comment expliquer le fossé entre l'ambition de ces discours et l'absence d'accords collectifs décisifs depuis la création de la Nouvelle Banque de développement en 2015 ? L'explication ne réside peut-être pas dans un manque de volonté politique, mais dans le mode de prise de décision. Toute proposition nécessite toujours un consensus, une règle qui fonctionnait raisonnablement — non sans frictions — lorsqu'il y avait cinq membres aux trajectoires comparables, mais qui est devenue presque inopérante avec dix pays aux réalités et aux intérêts si divers. Aujourd'hui, il suffit d'un seul pays pour opposer son veto à ce que veulent les neuf autres. Pourquoi ne pas introduire une certaine souplesse, en permettant qu'une initiative soit adoptée à la majorité simple ou qualifiée, sous réserve d'un réexamen collectif après une période déterminée ? De nouveaux membres pourraient rejoindre le groupe ; d'autres pourraient le quitter. De plus en plus, certains experts éminents des BRICS, comme l'économiste brésilien Paulo Nogueira Batista et l'économiste russe Yaroslav Lissovolik, plaident en faveur de cette idée. Le premier a été vice-président de la Nouvelle Banque de développement (la Banque des BRICS) et directeur exécutif du FMI ; le second est le fondateur de BRICS+ Analytics, qui a été le premier à proposer un débat sur une monnaie de réserve des BRICS, le R5, qui a fait la une des journaux en 2023, mais qui est désormais reporté.

Le potentiel des BRICS, ou leur capacité à jouer un rôle de « pionnier » comme le propose Xi Jinping, réside avant tout dans leur envergure : ils regroupent cinq des huit plus grandes économies mondiales, représentent 40 % du PIB en parité de pouvoir d'achat et constituent une superpuissance dans les domaines de l'énergie, de l'alimentation et des minerais critiques (y compris les terres rares). En agissant à l'unisson, il disposerait d'un réel pouvoir d'intervention — et de dissuasion face aux attaques occidentales — afin de façonner un nouvel ordre. Malgré les avancées bilatérales, seule cette envergure permettra le saut qualitatif dont le Sud a besoin.

Alors que la Chine s'apprête à assumer la présidence des BRICS en 2027, le moment est peut-être venu de tirer une sage leçon du plus grand des maîtres chinois :

« Confucius, conseillant un disciple qui venait d'être nommé administrateur, l'avertit de ne pas se précipiter et de ne pas s'attacher à de petits gains : "Celui qui se précipite ne réussira pas ; celui qui s'attache à de petits gains n'accomplira pas de grandes entreprises." »

Deux millénaires plus tard, le bloc réuni à New Delhi a bien retenu la première leçon. C'est la seconde qui lui fait encore défaut.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Xi Jinping Brésil Chine Inde Russie SWIFT